

DEMANDE DE PENSION ALIMENTAIRE INTERPROVINCIALE OU INTERNATIONALE EN VERTU DE LA LOI SUR LE DIVORCE

Formulaire A.3

Version du formulaire: 1 mars 2021

La présente demande est présentée en vertu de la Loi sur le divorce*.

Prov./terr. introductif d'instance	Prov./terr. destinataire
N° de dossier du tribunal :	N° de dossier du tribunal :
Emplacement du tribunal :	Emplacement du tribunal :
N° de l'Autorité désignée :	N° de l'Autorité désignée:

(À l'usage du bureau seulement)

1. La présente est une DEMANDE DE PENSION ALIMENTAIRE entre

le demandeur (nom de la personne qui présente la demande) :

(Prénom)

(Deuxième prénom)

(Nom de famille)

et le défendeur (nom de la personne à l'encontre de qui la demande est présentée) :

(Prénom)

(Deuxième prénom)

(Nom de famille)

Je suis le demandeur et je réside en/au/à/dans les (province/territoire/État/pays) _____.

Le défendeur réside au Canada, et nous avons divorcé au Canada.

2A. Je demande au tribunal une ORDONNANCE ALIMENTAIRE concernant les aspects suivants :

Pension alimentaire pour enfants : pour un montant total de _____ \$ par mois ou le montant approprié selon les lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants applicables, à compter du _____ (date).

Ce montant total par mois comprend tous les montants que j'ai demandés dans le formulaire D; ce montant peut inclure :

- le montant figurant aux tables de pensions alimentaires pour enfants;
- tout montant qui diffère du montant figurant aux tables de pensions alimentaires pour enfants;
- tout montant mensuel de dépenses spéciales ou extraordinaires pour tous les enfants nommés dans la présente demande.

Les montants pour ces réclamations sont précisés dans le formulaire D et dans les autres formulaires que j'ai joints à la présente, s'il y a lieu. Ces montants se fondent sur le revenu ou le revenu attribué du défendeur qui est de _____ \$ par année. Le montant réclamé est fondé sur les renseignements fournis dans le formulaire D, s'il est nécessaire d'attribuer un revenu au défendeur.

- S'il s'agit d'une date de début antérieure à la demande, une explication est fournie dans le formulaire C. (Les formulaires C et D sont exigés; les formulaires E, F, I ou J pourraient aussi être exigés.)
- Le défendeur souscrit et maintient en vigueur une police d'assurance médicale ou dentaire au profit des enfants ou pour moi. (Le formulaire C est exigé.)
- Une pension alimentaire pour époux pour moi d'un montant de _____ \$ par mois à compter du _____ (date). (Les formulaires H et I sont exigés.) (S'il s'agit d'une date antérieure à la demande, il faut en expliquer la raison dans le formulaire H.)

- Autre (veuillez préciser) : _____
- Divulgateion périodique future des renseignements financiers, s'il y a lieu.
- Je demande que toute ordonnance qui sera rendue et les renseignements fournis dans la présente demande soient communiqués à l'autorité compétente chargée de l'exécution.

2B. Service provincial des aliments pour enfants

- Au lieu d'une audience judiciaire, je demande que le montant de pension alimentaire pour enfants soit calculé par un service provincial des aliments pour enfants si : un service provincial des aliments pour enfants dans la province de résidence du défendeur offre un tel service; s'il existe une ordonnance autorisant le recours à ce service (au besoin); et si l'autorité désignée de cette province détermine que cette demande peut se prêter à un tel service.

3. Personne qui présente la demande d'ordonnance (le demandeur)

REMARQUE : Tous les renseignements contenus dans cette demande, y compris vos coordonnées, seront inclus dans la trousse qui sera envoyée au défendeur et PEUVENT se retrouver dans le dossier du tribunal, auquel le grand public peut avoir accès. Si la perspective de fournir votre adresse vous inquiète, vous pouvez fournir une autre adresse où il est possible de vous joindre et de vous envoyer des documents supplémentaires. Veuillez cocher la case appropriée ci-dessous.

(Prénom) _____ (Deuxième prénom) _____ (Nom de famille) _____

(Adresse, ville) _____

(Province/Territoire/État/Pays) _____ (Code postal/Code ZIP) _____ (Téléphone de jour) _____ (Téléphone cellulaire) _____

(Adresse postale, si différente de l'adresse) _____ (Télécopieur) _____ (Courriel) _____

- Il s'agit de :
- ma propre adresse
 - celle de mon avocat
(nom de l'avocat _____)
 - celle d'une autre personne
(nom de la personne _____)
 - celle d'un organisme auquel mes droits ont été cédés
(personne-ressource _____)

Comme il pourrait être nécessaire de communiquer avec vous ultérieurement, vous devez informer l'autorité désignée de tout changement d'adresse.

- 4. J'ai le droit de demander une pension alimentaire pour l'enfant ou les enfants à charge nommé(s) dans la présente demande, car je suis l'ex-époux du défendeur, et je crois que celui-ci a l'obligation de subvenir à ses (leurs) besoins.

5. Demande en vue d'être informé des audiences et d'y participer (Les cases ci-dessous sont facultatives)

- Je demande à être avisé de toutes les audiences qui feront suite à la présente demande, si les règles et les procédures du ressort pratiquant la réciprocité l'autorisent.
- Je demande à être invité à participer par conférence téléphonique ou par une autre technologie à toutes les audiences qui feront suite à la présente demande, si les règles et les procédures du ressort pratiquant la réciprocité l'autorisent.

REMARQUE : Si vous cochez cette case, vous devez vous assurer de pouvoir participer à toutes les audiences.

6. Un ministère ou un organisme gouvernemental pourrait requérir d'être informé de la présente demande ou y prendre part (si les règles de droit applicables le permettent. Veuillez cocher les cases appropriées :

- Je reçois de l'aide au revenu ou de l'aide sociale, ou j'en ai déjà reçu.
- Le défendeur reçoit de l'aide au revenu ou de l'aide sociale, en reçoit peut-être ou en a déjà reçu.

7. Personne à l'encontre de qui on demande l'ordonnance (le défendeur)

(Prénom)	(Deuxième prénom)	(Nom de famille)	
(Adresse, ville)			
(Province/Territoire/État/Pays)	(Code postal/code ZIP)	(Téléphone de jour)	(Téléphone cellulaire)
(Adresse postale, si différente de l'adresse)		(Télécopieur)	(Courriel)

REMARQUE : Vous devez aussi remplir le Formulaire de demande de renseignements supplémentaires servant à la recherche d'une personne.

8. Enfant(s) (seulement les enfants visés par la présente demande)

Nom (prénom, deuxième prénom, nom de famille)	Province/Territoire/État/Pays (de résidence au cours des 6 derniers mois)	Date de naissance (jour/mois/année)
1.		
2.		
3.		
4.		

Page(s) additionnelle(s) jointe(s)

9. Renseignements au sujet d'ordonnances, d'ententes ou de procédures judiciaires connexes antérieures (cochez toutes les cases qui s'appliquent)

- J'ai un dossier de perception pour les ordonnances alimentaires en/au/à/dans les (prov./terr./État/pays) : _____ . N° de dossier : _____

Un jugement de divorce a été rendu au Canada

Une copie du jugement de divorce est jointe à la présente.

Date du mariage : _____

Province ou territoire où le jugement de divorce a été rendu : _____

Je confirme les points suivants :

- Il n'existe aucune ordonnance alimentaire pour enfants ou ordonnance alimentaire pour époux en vertu de la *Loi sur le divorce*.
- Il n'existe aucune demande sur laquelle un tribunal d'une province de pension alimentaire pour enfants ou d'ordonnance alimentaire pour époux en vertu de la *Loi sur le divorce* sur laquelle un tribunal d'une province ou d'un territoire n'a pas statué.

Cochez les cases qui s'appliquent seulement si vous demandez une pension alimentaire pour époux dans la présente demande.

- Je n'ai pas demandé de pension alimentaire pour enfants lors de l'action en divorce.
- J'ai demandé une pension alimentaire pour époux lors de l'action en divorce, mais aucune ordonnance n'a été rendue à cet égard à ce moment-là, parce que _____
(Veuillez joindre une copie des motifs donnés par le tribunal, si possible)
- Il n'existe actuellement aucune ordonnance ni entente visant le défendeur, les enfants et moi.
- Il existe actuellement une ou des ordonnance(s) visant le défendeur, les enfants et moi.

Une copie de chaque ordonnance est jointe.

- Il existe une entente écrite visant le défendeur, les enfants et moi.

Une copie de l'entente et, le cas échéant, des modifications qui y ont été apportées, est jointe à la présente demande.

10. Les documents suivants sont joints à la présente demande et font partie des éléments de preuve présentés à l'appui de cette demande

- | | |
|---|--------------|
| <input type="checkbox"/> Demande de pension alimentaire pour enfants | |
| <input type="checkbox"/> Demande de pension alimentaire (si le défendeur ne fournit pas de renseignements financiers) | Formulaire C |
| <input type="checkbox"/> Demande de pension alimentaire pour enfants différente du montant prévu dans la table des Lignes directrices | Formulaire D |
| <input type="checkbox"/> Demande de dépenses spéciales ou extraordinaires | Formulaire E |
| <input type="checkbox"/> Demande pour payer un montant de pension alimentaire pour enfants différent du montant prévu dans la table des Lignes directrices | Formulaire F |
| <input type="checkbox"/> Pension alimentaire pour le demandeur/requérant | Formulaire G |
| <input type="checkbox"/> Déclaration financière | Formulaire H |
| <input type="checkbox"/> Statut de l'enfant et déclaration financière | Formulaire I |
| <input type="checkbox"/> Toutes les ordonnances alimentaires ou les ententes écrites conclues entre les parties ou visant tout enfant à l'égard duquel une pension alimentaire est demandée | Formulaire J |

- Documents requis par la province ou le territoire où la présente demande sera entendue : _____
 Page(s) additionnelle(s) jointe(s)
- Autre : _____
- Autre : _____

11. Constat d'assermentation

Je soussigné(e), _____, déclare sous serment ou affirme solennellement que les renseignements et les faits contenus dans la présente demande, y compris dans les formulaires qui y sont joints, sont véridiques. Je présente ma demande de bonne foi.

FAIT SOUS SERMENT OU PAR AFFIRMATION SOLENNELLE DEVANT MOI

Dans la ville/la municipalité de _____,

Dans la province/le territoire/les territoires du/l'État/le pays _____,

Le _____ 20____.

Notaire ou autre personne autorisée

Signature du demandeur

Nom en lettres moulées et titre de la personne autorisée devant laquelle le serment a été fait. (Exemple, commissaire à l'assermentation. Utiliser l'estampille ou le sceau, s'il y a lieu.)

Date d'expiration de la commission (JJ/MM/AAAA) (s'il y a lieu)

12. Loi applicable : La *Loi sur le divorce* et les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* s'appliqueront afin de rendre une décision relativement à la présente demande.

* *Loi sur le divorce*, 2019, ch.16.